

# **GE\_GERICHTE DCSO/11/2018 vom 16. Juni 2016**

GE Cour de justice, 2016-06-16, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_DCSO\\_11\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_11_2018)

FR: GE\_GERICHTE DCSO/11/2018 du 16 juin 2016

IT: GE\_GERICHTE DCSO/11/2018 del 16 giugno 2016

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

La Chambre de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 LP; 126 al. 2 let. c LOJ; 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP) contre des mesures de l'Office non attaquables par la voie judiciaire, (art. 17 al. 1 LP), telle l'exécution de la saisie. A qualité pour former une plainte toute personne lésée ou exposée à l'être dans ses intérêts juridiquement protégés, ou tout au moins touchée dans ses intérêts de fait, par une décision ou une mesure de l'office (ATF 138 III 628 consid. 4; 138 III 219 consid. 2.3). C'est en principe toujours le cas du débiteur poursuivi et du créancier poursuivant (ERARD, CR LP, 2005, n. 25-26 ad art. 17 LP; DIETH/WOHL, KUKO SchKG, 2ème éd., 2014, n. 11-12 ad art. 17 LP). La plainte doit être déposée, sous forme écrite et motivée (art. 9 al. 1 et 2 LaLP; 65 al. 1 et 2 LPA, applicable par renvoi de l'art. 9 al. 4 LaLP), dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP).

- 4/6 -

A/4087/2017-CS

### **E. 1.2**

En l'espèce, la plainte a été déposée par le débiteur poursuivi contre une mesure de l'Office pouvant être contestée par cette voie. Elle respecte la forme écrite et comporte une motivation ainsi que des conclusions. Elle a par ailleurs été formée en temps utile : le délai de dix jours pour former une plainte contre la saisie court en effet de la communication du procès-verbal de saisie (ATF 127 III 572 consid. 3b), laquelle n'était pas encore formellement intervenue lors du dépôt de la plainte. Celle-ci est donc recevable.

### **E. 2**

Le plaignant fait grief à l'Office d'avoir procédé à une saisie sur ses revenus en septembre 2017 alors que, selon lui, les poursuites nos 15 xxxx86 J et 16 xxxx78 D sont suspendues depuis qu'il a saisi la CJCAS d'une demande en annulation/suspension desdites poursuites. 2.1.1 Dans sa décision DCSO/1\_\_\_\_\_ du 4 mai 2017, la Chambre de céans a déjà constaté que la créancière poursuivante était fondée à requérir la continuation de la poursuite n° 16 xxxx78 D le 25 août 2016, puisqu'à cette date, la décision de mainlevée de l'opposition prononcée le 16 juin 2016 était entrée en force. Il n'y a pas lieu d'y revenir ici. 2.1.2 L'art. 85 LP prévoit que le débiteur poursuivi peut en tout temps requérir du tribunal du for de la poursuite l'annulation de la poursuite, s'il prouve par titre que la dette est éteinte en capital, intérêts et frais, ou la suspension de la poursuite, s'il prouve par titre que le créancier lui a accordé un sursis. L'art. 85a LP prévoit quant à lui que le débiteur poursuivi peut agir en tout temps au for de la poursuite pour faire constater que la dette n'existe pas ou plus ou qu'un sursis a été accordé (al. 1). Le juge ordinaire compétent – à savoir in casu la CJCAS - ordonne la suspension provisoire de la poursuite par voie de saisie avant la réalisation ou, si

celle-ci a déjà eu lieu, avant la distribution des deniers si, après avoir d'entrée de cause entendu les parties et examiné les pièces produites, il estime que la demande est très vraisemblablement fondée (al. 2 ch. 1). Dans une décision rendue le 29 juin 2006 (DCSO/443/2006, consid. 2e), l'ancienne Commission de surveillance des offices des poursuites et des faillites a retenu que la suspension provisoire de la poursuite n'excluait pas l'exécution d'une saisie, pas plus qu'elle ne commandait la levée d'une saisie en cours. La Commission a tout d'abord observé que l'effet d'une saisie consiste notamment en une interdiction faite au débiteur de disposer des biens saisis sans la permission du préposé (art. 96 al. 1 LP). S'il s'agit d'espèces, billets de banque, titres au porteur ou autres titres transmissibles par endossement, objets de métaux précieux

- 5/6 -

A/4087/2017-CS ou autres objets de prix, l'Office les prend sous sa garde à titre de mesure de sûreté (art. 98 LP) (Ibid.). Au regard des effets d'une saisie, la Commission a ensuite relevé qu'il n'y avait pas de raison qu'un droit patrimonial ne soit pas saisi ou cesse de l'être lorsqu'une suspension provisoire de la poursuite était ordonnée selon l'art. 85a al. 2 LP. En effet, dans l'hypothèse où une saisie était déjà intervenue, retenir le contraire impliquerait un retour à un stade antérieur de la poursuite, en particulier à celui qui précède l'exécution de la saisie, donc bien davantage qu'une suspension de la poursuite. Or, un tel résultat ne serait pas celui que cette mesure provisionnelle tend à produire, soit celui de faire obstacle à la réalisation ou, à défaut, à la distribution des deniers, en attendant que le juge ait statué au fond sur l'inexistence de la dette ou sur l'octroi d'un sursis. Quoique ordonnée en considération du fait que la demande d'annulation ou de suspension de la poursuite est très vraisemblablement fondée (art. 85a al. 2 LP), ladite mesure provisionnelle a ainsi pour objectif de prévenir que la procédure d'exécution forcée considérée ne franchisse des étapes nouvelles ayant des effets difficilement réversibles, comme la réalisation de biens saisis ou la distribution de deniers, mais pas d'affaiblir la position du créancier poursuivant en le privant de la garantie qu'il aurait obtenue ou pourrait obtenir grâce à l'exécution d'une saisie ou d'un inventaire (Ibid.).

2.1.3 En l'occurrence, la demande en annulation/suspension de poursuite formée par le plaignant est toujours en cours d'instruction et la CJCAS n'a pas encore statué au fond sur l'inexistence alléguée de la dette, respectivement sur l'octroi d'un éventuel sursis.

Par ailleurs, dès lors que cette demande n'apparaît pas très vraisemblablement fondée d'entrée de cause au vu des pièces produites, la CJCAS a indiqué qu'elle n'entendait pas ordonner la suspension provisoire de la poursuite selon l'art. 85a al. 2 LP. Au demeurant et comme relevé ci-dessus, une telle suspension ne ferait pas obstacle à la saisie en cours, même temporairement. Il suit de là que l'Office était fondé à continuer la poursuite n° 16 xxxx78 D par l'envoi, le 15 septembre 2017, d'un avis de saisie à l'institution de prévoyance du débiteur. Mal fondée, la plainte sera rejetée.

### **E. 3**

La procédure de plainte est gratuite et il ne peut être alloué de dépens (art. 61 al. 2 let. a et 62 al. 2 OELP). \* \* \* \* \*

- 6/6 -

A/4087/2017-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : A la forme : Déclare recevable la plainte formée le 9 octobre 2017 par A\_\_\_\_\_ contre l'avis de saisie du 15

septembre 2017 (série n° 81 16 xxxx13 K). Au fond : La rejette. Siégeant : Madame Nathalie RAPP, présidente; Monsieur Georges ZUFFEREY et Monsieur Eric DE PREUX, juges assesseurs; Madame Véronique PISCETTA, greffière.

La présidente : Nathalie RAPP

La greffière : Véronique PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.